

Affaire suivie par : Miguy PAYET- Sarah ABRAHAM
Tél. : 02.21.86.24.56 / 02.21.86.24.52
Courriel : miguy.payet@ille-et-vilaine.gouv.fr
sarah.abraham@ille-et-vilaine.gouv.fr

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE-
Prestations de reprographie pour l'ensemble des
services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et du
Secrétariat Général Commun Départemental
(SGCD) 35**

**REGLEMENT DE CONSULTATION
RELATIF AU CCP
N° 2025-07-REPRO du 10 juillet 2025**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

VENDREDI 12 SEPTEMBRE 2025 à 17H00

1. Objet du marché

1.1 Objet

Le marché a pour objet des prestations d'impression et de reprographie de documents émanant des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et du SGCD35 - **81, Boulevard d'Armorique – 35026 Rennes cedex 2.**

Afin de respecter les délais d'exécution et de livraison imposés pour les commandes urgentes, l'entreprise devra être installée dans le département d'Ille-et-Vilaine et dans un **ressort territorial limité à 20 kms de distance du site Armorique .**

1.2 Durée du marché

Le marché prendra effet le **1^{er} janvier 2026 pour une durée de 1 an jusqu'au 31 décembre 2026 inclus.**

Il peut être renouvelé, **par reconduction tacite** pour une durée de 1 an du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus, dans la **limite de 4 ans maximum soit jusqu'au 31/12/2029.**

2. Lieu d'exécution du marché

Ville de Rennes et ses alentours dans une limite territoriale de 20 kms de distance du site d'Armorique.

3. Forme du marché

S'agissant d'un marché public dont la valeur totale (incluant la reconduction) est inférieure à 90.000 HT, le présent appel d'offres passée selon une procédure adaptée est soumis aux termes du Code de la commande publique, et notamment ses articles R 2123-1 et R 2123-4.

4. Conditions de participation

La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction de l'ensemble des pièces du présent dossier et de celles qui y sont mentionnées.

Il est impératif, sous peine d'élimination, que les candidats fournissent les documents demandés dûment complétés et signés.

5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

6. Composition du dossier de consultation des entreprises

- Règlement de la Consultation (RC)
- Les bordereaux de prix unitaires (à joindre à l'acte d'engagement)
- Les grilles de présentation de la valeur technique des offres (à joindre à l'acte d'engagement)
- Cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe 1

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur le dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir, 10 jours au moins avant la date de remise de l'offre une demande écrite de renseignements complémentaires à La Préfecture.

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires, rédigées entièrement en langue française, sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le SGCD35 répondra par écrit via ce service aux demandes de renseignements complémentaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Si les réponses à ces demandes de renseignements complémentaires apportent au candidat demandeur des précisions supplémentaires (et non une simple confirmation d'un élément explicitement décrit dans le dossier de consultation), la personne publique transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à chacun des candidats, sans mentionner l'identité du candidat demandeur.

Les réponses ainsi apportées seront considérées comme faisant partie intégrante du dossier de consultation.

Le SGCD35 répondra par écrit aux demandes de renseignements complémentaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.

7. Pièces demandées à l'appui de l'offre

- L'Acte d'Engagement AE dûment rempli, daté et, de préférence, signé (signature via un certificat de signature électronique) par la personne habilitée à engager la société ;

Nota : l'acte d'engagement vaut par lui-même acceptation sans réserve du CCP.

- Les Bordereaux de prix unitaires (BPU) renseignés.
- La grille de présentation de la valeur technique des offres constituée de **2 onglets (résumé des points essentiels du mémoire)** . Ce document doit être **OBLIGATOIREMENT complété**.

NB- Ces documents en format A4 ne peuvent pas être modifiés. Cependant, vous êtes autorisés à rajouter des lignes à l'intérieur des tableaux afin de vous permettre de les compléter aisément.

Les documents joints au dossier de consultation seront obligatoirement utilisés

1. Le numéro SIRET de l'entreprise ;
2. un relevé d'identité bancaire
3. Le cahier des clauses particulières (et ses annexes) dûment signé et accepté sans aucune modification ;

8. Critères de choix des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2151-1 et suivants du Code de la commande publique (à savoir : les offres non conformes à l'objet du marché seront éliminées).

Les **critères d'analyse des offres** sont les suivants :

1- **Le prix**, apprécié à partir des bordereaux de prix unitaires annexés à l'acte d'engagement **(70%), soit sur 70 points**

2- **La valeur technique de l'offre (30%), soit sur 30 points**, appréciée à partir des grilles de présentation fournies dans le DCE et notamment :

A- Prestations de reprographie non urgentes (sur 10 points)

- Délai de prise en charge de la demande (de l'expression de besoin au devis)
- Délai d'exécution de la prestation de reprographie
- Délai de livraison du produit fini

B – Prestations de reprographie urgentes (sur 20 points)

- Délai de prise en charge de la demande (de l'expression de besoin au devis)
- Délai d'exécution de la prestation de reprographie
- Délai de livraison du produit fini

Le classement des offres se fait en tenant compte du cumul des notes obtenues pour l'ensemble des critères. La note définitive est attribuée sur 100 points.

Le marché est attribué à la société ayant obtenu la note la plus proche de 100 points.

9. Conditions d'envoi ou de remise des offres

Le présent marché pourra être consulté :

- sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La transmission des offres se fait par voie électronique via la plateforme des achats de l'État (PLACE)

Le candidat transmet son pli par voie électronique, via la Plateforme des Achats de l'État (PLACE) à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr.

L'opérateur économique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des offres. Cette copie sera ouverte seulement si l'offre transmise par voie électronique, envoyée dans les délais de dépôt des offres, n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, ou si un programme informatique malveillant est détecté, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres. La copie de sauvegarde ne sera pas ouverte si aucune offre électronique n'a été transmise sur PLACE.

9.1 - Modalités de téléchargement

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pourra être téléchargé sur PLACE accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr. Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification du DCE, soit de manière anonyme.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

La transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée.

12.1.2 - Transmission des réponses

Les opérateurs économiques doivent :

x d'une part, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 15 juin 2012 ;

x d'autre part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr).

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

x L'acte d'engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse. La signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE. Ce dernier doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.

x Les autres documents transmis doivent être compressés.

Nota 1 : l'opérateur économique devra vérifier que ses coordonnées, en particulier son adresse électronique, sont correctement orthographiées. Il lui est vivement recommandé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse électronique.

Nota 2 : lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, pour les opérateurs économiques qui choisissent le mode de transmission

électronique, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur PLACE soit via l'outil de signature accessible dans le menu bandeau gauche de la PLACE soit via celui qui apparaît au moment de la constitution de la réponse. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 mentionné supra.

Le détenteur de la signature électronique doit avoir le pouvoir d'engager son entreprise. Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ».

**Attention : une régularisation de la signature électronique est opérée à l'attribution du marché.
L'offre déposée sans signature est acceptée.**

9.2 - Transmission de la copie de sauvegarde sous pli cacheté par voie postale ou par porteur/transporteur

Les copies de sauvegarde sur support physique électronique sont adressées sous enveloppe cachetée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception à l'adresse mentionnée ci-dessous, et garantissant leur confidentialité. Les copies de sauvegarde sur support papier ne seront pas acceptées.

Le pli scellé doit impérativement comporter la mention « copie de sauvegarde ».

Il est rappelé aux soumissionnaires qu'ils sont responsables du moyen d'acheminement de leur dossier, et que seules la date et heure d'arrivée au service sont prises en compte.

Adresse postale :

Préfecture d'Ille-et-Vilaine
Secrétariat Général Commun Départemental d'Ille-et-Vilaine
Service des finances / Pôle achats
81, Boulevard d'Armorique
35026 RENNES CEDEX 9

L'enveloppe intérieure portera les mentions suivantes :

Offre pour : Prestations de reprographie pour l'ensemble des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine

nom du candidat (facultatif)
COPIE DE SAUVEGARDE

10. Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au **vendredi 12 septembre 2025 à 17h00.**

Les dossiers parvenus après cette date ou envoyés ou non remis dans les formes énoncées dans le présent règlement seront déclarés irrecevables.

*NB : Il est rappelé que la **date limite est la date d'arrivée de l'offre** et non celle du cachet de la poste. Le délai d'acheminement postal et ses risques inhérents doivent être pris en compte par les candidats.*

11. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, de nature à ne pas porter atteinte à l'égalité des candidats, il sera possible de contacter :

- Mme Fabienne MARQUER, chef du service des finances par intérim fabienne.marquer@ille-et-vilaine.gouv.fr - Tél : 02 21 86 24 41
- Mme Miguy PAYET, chef du pôle achats et approvisionnement – miguy.payet@ille-et-vilaine.gouv.fr – Tél : 02 21 86 24 56
- Mme Sarah ABRAHAM, approvisionneuse – sarah.abraham@ille-et-vilaine.gouv.fr – Tél : 02 21 86 24 52
- Le service achats du SGCD - sgc-achat@ille-et-vilaine.gouv.fr Tél : 02 21 86 24 51

Cependant, je vous invite à privilégier l'adresse fonctionnelle du service des achats du SGCD 35.

Fait àle

Cachet de l'entreprise et signature de la personne habilitée à engager la société,

Précéder la signature de la mention manuscrite "lu et approuvé"